

Traité transatlantique : l'Uruguay dénonce et refuse de signer ! Bravo !

écrit par Christine Tasin | 11 novembre 2015



On peut toujours espérer que nos dirigeants fassent la même chose que les dirigeants de l'Uruguay et boire de l'eau... Mais on constatera à la lecture de l'article ci-dessous que c'est sous la pression populaire que le Tisa (équivalent du Tafta) a été refusé.

Pour rappel, nos articles sur le sujet :

<http://resistancerepublicaine.com/2014/ils-sont-en-train-de-nous-cocufier-avec-une-monstruosite-le-grand-marche-transatlantique/>

<http://resistancerepublicaine.com/2014/lhorreur-du-traite-transatlantique-que-hollande-veut-nous-imposer/>

<http://resistancerepublicaine.com/2014/mobilisons-nous-pour-empêcher-la-signature-du-traite-transatlantique/>

<http://resistancerepublicaine.com/2015/avec-le-traite-transatlantique-ogm-farine-animale-chlore-hormones-antibiotiques-dans-votre-assiette/>

<http://resistancerepublicaine.com/2015/traite-transatlantique-quand-les-ricains-vont-debarquer-et-massacrer-nos-pme-par-philippe-le-routier/>

Cette décision historique n'a rencontré aucun écho dans les médias.

Souvent désigné comme la Suisse de l'Amérique du Sud, l'Uruguay a, de longue date, l'habitude de faire les choses à sa façon. Il a été le premier état-providence d'Amérique latine. Il dispose également d'une importante classe moyenne, ce qui est inhabituel dans cette partie du monde ; et on y trouve pas d'importantes inégalités de revenu, contrairement à ses très grands voisins du nord et de l'ouest : le Brésil et l'Argentine.

Il y a deux ans, durant le mandat du président José Mujica, l'Uruguay a été le premier pays à légaliser la marijuana en Amérique latine, un continent déchiré par le trafic de drogue qui engendre violence et corruption de l'État.

Aujourd'hui, l'Uruguay a fait quelque chose qu'aucun autre pays neutre de cette planète n'avait osé faire : il a rejeté les avances de la corporatocratie mondiale.

Le traité dont on ne prononce pas le nom

Au début de ce mois, le gouvernement de l'Uruguay a décidé de mettre fin à sa participation aux négociations secrètes relatives à l'accord sur le commerce des services (TISA pour Trade In Service Agreement). Après plusieurs mois de pression exercée par les syndicats et d'autres mouvements populaires, avec un point d'orgue lors de la grève générale sur ce sujet, la première de ce genre au monde, le président uruguayen Tabare Vazquez s'est incliné face à l'opinion publique et a abandonné l'accord commercial voulu par les États-Unis.

Bien qu'elle soit, ou plutôt parce qu'elle est symboliquement importante, la décision historique de l'Uruguay a été accueillie par un silence assourdissant. Au-delà des frontières du pays, les grands médias ont refusé d'évoquer ce sujet.

Ce n'est pas vraiment une surprise étant donné que le commun des mortels n'est même pas supposé connaître l'existence du TISA ; bien qu'il soit, ou plutôt, une fois encore, parce qu'il est sans doute le plus important volet de la nouvelle vague d'accords commerciaux internationaux. Selon Wikileaks, il s'agit « de la

plus grande composante du trio de traités "commerciaux" stratégiques des États-Unis », trio qui inclut également le Partenariat TransPacifique (Trans Pacific Partnership ou TPP) et le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TransAtlantic Trade and Investment Pact (TTIP).

Le TiSA concerne plus de pays que le TTIP et le TPP réunis : les États-Unis et les 28 pays membres de l'Union Européenne, l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, Hong-Kong, l'Islande, Israël, le Japon, le Liechtenstein, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la Corée du Sud, la Suisse, Taiwan et la Turquie.

Ensemble, ces 52 pays forment le groupe joliment nommé des "Très Bons Amis de l'accord sur les Services" qui représente quasiment 70% du commerce mondial des services. Jusqu'à sa récente volte-face, l'Uruguay était censé être le 53e "Bon Ami".

<http://news360x.fr/silence-radio-luruguay-fait-limpensable-et-rejette-le-tisa-equivalent-du-tafta/>